

**Mémoire dans le cadre des
consultations prébudgétaires en
prévision du budget de 2019**

**Par : La Fédération canadienne des
municipalités**

Recommandations :

- **Recommandation 1** : Que le gouvernement autorise les municipalités à mieux servir les Canadiens grâce à la modernisation de leurs responsabilités dans le budget de 2019.
- **Recommandation 2** : Que le gouvernement donne la priorité à une discussion concernant les nouveaux outils qui permettront aux gouvernements locaux d'améliorer la qualité de vie des Canadiens.
- **Recommandation 3** : Que le gouvernement protège les progrès et s'appuie sur un partenariat fédéral-municipal plus fort.

Chers membres du Comité des finances,

La Fédération canadienne des municipalités (FCM) et ses 2 000 membres représentent plus de 90 % de la population canadienne. La base de nos membres est constituée de collectivités rurales, urbaines, nordiques et éloignées de toutes tailles. Elle comprend également le Caucus des maires des grandes villes, qui est axé sur les enjeux critiques se jouant dans les plus grandes villes canadiennes. Au nom de tous nos membres, je suis heureuse de partager ce portrait des priorités locales avant le budget de 2019.

La présente lettre expose les principes à observer pour stimuler la productivité et la qualité de vie au Canada en renforçant les villes et les collectivités à l'échelle nationale. Nous sommes impatients de soumettre des recommandations complètes à votre comité lors des audiences prébudgétaires qu'il tiendra cet automne.

Les villes et les collectivités du Canada sont le noyau de la croissance et de l'innovation, puisqu'elles administrent les deux tiers des infrastructures publiques soutenant notre économie et la qualité de vie des Canadiens. Grâce à une planification et à une distribution de services efficaces, nous bâtissons des collectivités agréables qui soutiennent les familles, les travailleurs et les entreprises dont le Canada a besoin pour prospérer.

À titre de palier gouvernemental axé sur les résultats le plus près du quotidien des Canadiens, les municipalités sont aux premières loges du progrès à l'échelle nationale afin d'édifier le Canada de demain. Ce rôle d'édification de la nation vient avec de nouvelles possibilités considérables, mais amène également de nouvelles attentes et responsabilités. Les gouvernements locaux sont de plus en plus appelés à offrir plus aux Canadiens, en jouant un rôle prépondérant dans les enjeux qui vont de la lutte contre la violence armée et la réglementation du cannabis légalisé aux solutions contre la crise des opioïdes et à l'aide offerte aux nouveaux arrivants pour s'épanouir dans nos collectivités.

Les investissements faits dans les municipalités contribuent directement à améliorer la qualité de vie des Canadiens. Cela aide le gouvernement du Canada à atteindre ses objectifs centraux : stimuler la croissance et la productivité économiques, encourager l'innovation, et créer des environnements plus inclusifs et durables pour ses citoyens.

Cependant, le cadre fiscal et législatif désuet dans lequel fonctionnent les municipalités n'a pas changé depuis sa création et ne reflète pas la réalité moderne et de plus en plus nécessaire du rôle des villes et des collectivités au Canada. Ensemble, au cours des trois dernières années, nous avons fait d'importants progrès afin de nous rapprocher de cette réalité. Le gouvernement a livré des niveaux d'investissement historiques et s'est engagé dans des dialogues sans précédent avec les gouvernements locaux. Les trois derniers budgets ont forgé de nouveaux outils, comme le plan Investir dans le Canada et la stratégie nationale en matière de logement; les municipalités livrent des résultats transformatifs pour les Canadiens grâce à ces investissements. Ce progrès doit se poursuivre avec le prochain budget, et la réalité actuelle du rôle des villes et des collectivités dans le cadre de l'amélioration de la qualité de vie des Canadiens doit être reconnue par la création d'autres outils modernes et appropriés.

Rendre la vie meilleure, plus facile et plus abordable

Les investissements fédéraux majeurs et à long terme présentés dans le plan Investir dans le Canada contribuent à outiller les municipalités afin qu'elles investissent dans des projets

transformateurs pour les infrastructures de transports en commun, écologiques et rurales à l'échelle nationale. Grâce à ces investissements, nous marquerons le début d'une nouvelle ère dans le domaine du transport en commun au Canada, raccourcissant nos déplacements quotidiens et réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Cela n'améliore pas uniquement la qualité de vie des Canadiens, mais permet également de récupérer des milliards de dollars en productivité que le Canada perd chaque année en raison de la congestion routière, tout en créant des villes dynamiques se livrant concurrence pour attirer les personnes de talent et des investissements. Et bien que nous sachions que chaque milliard de dollars investi dans ces infrastructures génère 18 000 emplois et une croissance réelle de 1,6 milliard de dollars, ces paramètres ne font que commencer à refléter le rendement potentiel.

Le mécanisme d'exécution de ce plan de transports en commun est aussi important que l'indique son financement, à hauteur de 20,1 milliards de dollars. En finançant l'accroissement du système sur la base de la répartition, le gouvernement fédéral place les municipalités en position de pilotage, prêtes à sélectionner, concevoir et livrer efficacement des projets majeurs en vue de servir les Canadiens localement et d'atteindre les objectifs nationaux. Ce progrès doit être ancré, protégé et soutenu afin de fournir un financement fiable à long terme grâce à un mécanisme d'exécution éprouvé et moderne qui permet aux municipalités de planifier et de construire l'avenir.

Les moyens de transport fiables et efficaces deviendront encore plus vitaux au fur et à mesure que nos collectivités s'agrandissent et changent. C'est pourquoi les gouvernements locaux sont déjà en train d'explorer l'avenir des transports en commun, incluant les répercussions de l'économie de partage et des véhicules automatisés sur la planification à long terme des transports en commun, avec une infrastructure de transports publics de premier ordre qui continue à servir de pilier essentiel. Ce ne sont pas des questions uniquement pour nos plus grandes villes; les besoins en matière de transport dans les collectivités rurales et éloignées évoluent également. Augmenter la mobilité à l'intérieur des collectivités rurales et entre elles, et continuer de construire et d'entretenir les infrastructures du réseau routier, y compris les ponts, sont des priorités clés afin d'édifier des collectivités rurales fortes et durables.

Édifier le Canada de demain dépend aussi fortement du fait de veiller à l'établissement de liens forts entre les gens et les collectivités. Les réseaux à large bande contribuent significativement à la croissance économique en améliorant la productivité, en fournissant de nouveaux services, en soutenant l'innovation et en améliorant l'accès au marché. Malheureusement, le « fossé existant en matière de large bande » demeure une réalité dans plusieurs collectivités rurales et éloignées, puisque certaines ne possèdent pas de couverture à haut débit tandis que d'autres demeurent mal desservies par une largeur de bande et une capacité de réseau insuffisantes afin de respecter les exigences des usagers qui évoluent rapidement. En 2018, un accès Internet fiable n'est pas seulement pratique, il s'agit d'un service essentiel et reconnu en tant que tel par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC). Les Canadiens de toutes les régions ont besoin d'un accès fiable pour prendre part au marché du travail, accéder à des services clés et demeurer connectés avec la collectivité. Cet investissement gouvernemental de 500 millions de dollars sur cinq ans afin de prolonger et d'optimiser les services à haut débit dans les collectivités rurales et éloignées est un bon pas en avant, mais il est nécessaire de travailler davantage afin de garantir un accès universel à des services à haut débit abordables.

La clé de tous les investissements majeurs dans les infrastructures est également de veiller à ce que les municipalités aient une capacité optimisée afin de réaliser la gestion et la planification

d'actifs à long terme. Nous avons un intérêt partagé qui consiste à veiller à ce que chaque dollar investi soit dépensé aussi judicieusement possible au nom de tous les Canadiens que nous servons collectivement. Le partenariat entre la FCM et le gouvernement du Canada en ce qui concerne le programme de gestion et de planification des actifs municipaux, afin d'édifier une capacité de gestion locale des actifs comme complément aux programmes d'infrastructures, était un investissement judicieux et réussi. Nous sommes des partenaires prêts et volontaires à progresser selon cette approche. Nous partageons également la priorité de veiller à ce que tous les gouvernements aient les données nécessaires pour choisir les investissements les plus stratégiques en matière d'infrastructures. Garantir que la stratégie nationale de collecte de données est au courant des perspectives locales est crucial, tout comme l'est son soutien, et comme l'exige le budget à venir.

Abordabilité, égalité sociale et inclusion

Les logements sécuritaires et abordables sont le fondement des villes et des collectivités fortes, là où les gens veulent vivre, travailler, élever leurs familles et démarrer des entreprises. Le lancement, à l'automne dernier, de la stratégie nationale en matière de logement sur 10 ans a été une avancée pour les collectivités qui sont aux premières loges de la crise du logement, ce qui répondait à plusieurs des recommandations de la FCM, qui fait la promotion de la sécurisation et de l'élargissement de l'offre de logements, ainsi que la protection des personnes qui comptent sur les logements sociaux. Étant donné que la stratégie nationale en matière de logement est mise en œuvre grâce à des accords bilatéraux partout au pays, les gouvernements locaux réagissent déjà à la crise du logement en utilisant les outils qui leur sont accessibles. Cela comprend le fait de favoriser le développement des logements abordables en fournissant des terrains, en accélérant l'émission des permis et en réduisant ou en exemptant certains frais. Ensemble, nous entreprenons de réelles mesures d'avancement afin de transformer cette occasion créée par la stratégie nationale en matière de logement en véritables résultats pour les Canadiens.

Pour nous attaquer aux plus grands défis en matière de politiques sociales auxquels les Canadiens font face (allant de l'abordabilité des logements et de l'itinérance jusqu'à la santé mentale, à la réduction de la pauvreté et à la crise des opioïdes), il sera nécessaire de redoubler notre collaboration entre tous les paliers de gouvernements. Les nouvelles ressources seront essentielles afin d'aider les collectivités à s'attaquer à ces crises urgentes, comme les problèmes de santé mentale, grâce à des solutions telles que les logements supervisés et d'autres programmes pour faire face à la toxicomanie. Ces nouveaux outils doivent se baser sur le travail que tous les paliers de gouvernement effectuent déjà, notamment grâce à la stratégie nationale en matière de logement.

Les villes et les collectivités jouent aussi fièrement un rôle croissant et crucial en ce qui concerne l'accueil des nouveaux arrivants et des réfugiés. L'intégration réussie afin de fonder des collectivités saines et inclusives est un objectif qui doit être partagé par tous les paliers de gouvernement. Et, tandis que les villes se voient confier ce mandat, celui-ci doit ainsi être possible grâce à un soutien accru provenant de nos partenaires provinciaux et fédéraux.

Créer des collectivités plus solides et durables

Les municipalités influencent la moitié des émissions de GES au Canada, alors les solutions locales sont la clé pour respecter les objectifs du Canada en matière de changements climatiques. En fait, de nombreuses municipalités montrent la voie vers l'innovation verte, des

améliorations énergétiques aux flottes de véhicules verts, en passant par les systèmes de collecte des déchets à faibles émissions de GES.

Le plan Investir dans le Canada comprend de nouveaux outils nécessaires qui outilleront mieux les municipalités afin de mettre à niveau leurs systèmes de collecte des déchets et de traitement des eaux usées, en plus de faire avancer des projets qui permettent aux collectivités de lutter contre les changements climatiques et de s'y adapter. Afin de débloquer des initiatives plus profondes et innovantes en matière de réduction des GES et pour augmenter notre protection contre les phénomènes météorologiques extrêmes, le renforcement des solutions locales sera crucial. Avec les bons outils et investissements, les gouvernements locaux seront prêts à édifier des collectivités plus durables et plus résistantes aux phénomènes climatiques, mais aussi à jouer un rôle significatif dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre au Canada.

Les partenariats réussis et éprouvés entre la FCM et le gouvernement du Canada, notamment le Fonds municipal vert et le programme Municipalités pour l'innovation climatique, peuvent également servir de modèles pour cibler et faciliter les mesures locales. Les solutions et les innovations issues de ces types de partenariats sont flexibles et adaptables selon les priorités environnementales émergentes, par exemple le traitement des plastiques. La FCM se tient prête pour un partenariat avec le gouvernement par rapport à n'importe quel enjeu, qu'il soit environnemental ou autre, et dans lequel elle peut servir de point central afin d'encourager l'innovation locale.

Un partenariat fort et moderne pour un Canada meilleur

La collaboration sans précédent du gouvernement actuel avec les municipalités au cours des trois dernières années reconnaît deux réalités canadiennes modernes. D'abord, afin de faire face aux défis nationaux, les municipalités livrent des solutions rentables et en accord avec les conditions locales qui améliorent la qualité de vie des Canadiens. Ensuite, bien que les municipalités possèdent une expertise et des compétences locales, leurs progrès sont restreints par un cadre financier inadéquat et désuet.

Les municipalités tirent le maximum des outils disponibles afin de faire face aux défis nationaux. Forcés de s'appuyer sur un impôt foncier qui n'a jamais été conçu pour soutenir cette réalité moderne, et avec l'accès à seulement 10 % de l'argent des contribuables canadiens, les gouvernements locaux ont appris à être efficaces. Toutefois, en raison de cette contrainte fiscale, les municipalités continueront à compter énormément sur les programmes d'investissement variables des autres paliers de gouvernement. Le fait de respecter notre cadre constitutionnel ne signifie pas que nous ne pouvons pas innover. Nous avons une responsabilité envers les Canadiens afin de travailler ensemble de la façon la plus ingénieuse et efficace possible pour livrer des solutions rentables qui feront une différence dans leur quotidien.

Afin de faire avancer le Canada et d'édifier le pays que ses citoyens méritent, il sera nécessaire que le gouvernement fédéral continue à approfondir son partenariat avec les gouvernements locaux. Cela comprend un engagement municipal cohérent dans la mise en œuvre des programmes Investir dans le Canada, de la stratégie nationale en matière de logement et de la stratégie de réduction de la pauvreté canadienne. Cela comprend l'engagement complet de la politique fédérale avec des implications locales qui vont de la coordination nationale pour l'accueil des nouveaux arrivants au Canada et de la création de milieux qui leur permettent de s'épanouir, jusqu'à une réaction pancanadienne à la crise des opioïdes et au développement de nouvelles relations commerciales.

Les municipalités représentent l'ordre de gouvernement le plus proche des gens dans leur vie de tous les jours. Le gouvernement fédéral arrive à la table en soumettant ses priorités pour bâtir le pays et en exerçant son poids financier. Notre mission commune consiste à bâtir un partenariat fondé sur nos forces intrinsèques, afin de créer des collectivités plus habitables et concurrentielles, et un Canada plus fort.

La FCM et ses membres ont apprécié le fait que le gouvernement fédéral porte le dialogue à des niveaux accrus jusqu'aux échelons les plus élevés. Nous avons hâte de travailler avec vous pour explorer toutes les possibilités que renferme ce dialogue et pour regarder ensemble le budget de 2019 avec un œil neuf : comment des engagements modernisés peuvent-ils outiller les municipalités afin qu'elles servent mieux, et ensemble, les Canadiens?

Les municipalités sont des partenaires de confiance efficaces. Les dirigeants municipaux possèdent de solides antécédents en matière d'innovation et de collaboration. Nous sommes prêts à travailler en partenariat avec tous les paliers de gouvernement, sans partisanerie, afin de faire avancer le Canada.

Cordialement,

[signature]

Vicki-May Hamm
Mairesse, Ville de Magog
Présidente de la FCM